

Le Baromètre des Médias Africains (B.M.A.)

Le Projet média pour l'Afrique australe de la Fondation Friedrich Ebert (Friedrich-Ebert-Stiftung) a pris l'initiative, en collaboration avec l'Institut des médias pour l'Afrique australe (Media Institute for Southern Africa, MISA), de créer le Baromètre des médias africains en avril 2005, exercice d'auto-évaluation fait par des africains, et selon des critères déterminés localement. Ce projet est le premier système d'évaluation globale et de description en profondeur des environnements médiatiques sur le continent africain.

Ses références sont, pour une large part, empruntées à la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique », mise au point par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (African Commission for Human and Peoples' Rights, ACHPR), adoptée en 2002. Cette déclaration s'inspirait elle-même largement des conférences tenues à Windhoek, en Namibie, sur les thèmes de l'indépendance des médias (1992) et de la charte africaine de radio-télédiffusion (2001).

À la fin de 2007, 26 pays de l'Afrique australe ont été couverts par le B.M.A. Les pays qui avaient commencé l'exercice en 2005 ont été revisité en 2007, pourvoyant ainsi pour la toute première fois, des données comparables pour l'évaluation du développement dans un pays sur une période de deux ans.

Méthodologie :

Une commission d'experts est réunie dans chaque pays, comptant à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large. Ces experts sont membres de cette commission en leur capacité personnelle, et non comme représentants de leurs organisations respectives. La commission ne doit pas compter plus de 10 membres. Ses membres se réunissent bi-annuellement, dans une retraite de deux jours, afin de procéder, au cours d'une discussion de fond, à un exercice d'auto-évaluation, mené sur base de critères indicateurs. Ils déterminent ainsi les notations chiffrées pour chaque critère indicateur. La réunion est présidée par un consultant de la Fondation Friedrich Ebert, Fondation Friedrich Ebert, pour assurer

Mali

que les résultats soient comparables les uns aux autres. Les rapports obtenus sont communiqués au public.

Système de notation :

On demande aux membres de la commission de donner une note pour chaque critère indicateur, à la suite du débat de fond, au cours d'un vote anonyme, et selon la grille suivante :

- 1- Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.
- 2- Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.
- 3- Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués.
- 4- Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.
- 5- Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.

Les notes pour chaque secteur sont déterminées de la manière suivante : les membres de la commission , après débat de fond en commun, attribuent leur note (de 1 à 5) à chaque sous critère indicateur d'un secteur. La somme des notes individuelles est ensuite divisée par le nombre de membres du jury. Cette moyenne est considérée comme la note finale du sous critère indicateur.

Le rapport qualitatif, notes comprises, a pour objet d'évaluer, pour un temps donné (sur la base bi-annuelle des réunions de la commission), le progrès, ou tout autre type d'évolution, accompli en la matière dans le paysage médiatique.

Rolf Paasch,
chef du Projet média pour l'Afrique australe
Fondation Friedrich Ebert,
Windhoek, Namibie

Le Baromètre des Médias Africains - Mali 2008

Secteur 1: La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

1.1 *La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie par la constitution et protégée par d'autres lois.*

Analyse :

La constitution malienne garantit formellement la liberté d'expression, y compris la liberté des médias. Elle dispose en son article 4 que : « toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion, de culte, d'opinion, d'expression et de création dans le respect de la loi. » Conformément à la Déclaration de Principes sur la Liberté d'Expression en Afrique de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, l'article 7 de cette loi fondamentale stipule que : « La liberté de presse est reconnue et garantie. Elle s'exerce dans les conditions fixées par la loi. L'égal accès pour tous aux médias d'Etat est assuré par un organe indépendant dont le statut est fixé par une loi organique. » La loi N° 00-46/AN-RM du 7 juillet 2000 portant régime de la presse et délit de presse régit cette liberté au Mali.

Notation individuelle : 5, 4, 3, 4, 5, 5, 5, 5, 4, 4.

Moyenne : 4.4 (2006 = 4.0)

1.2 *Le droit à la liberté d'expression s'exerce et les citoyens, y compris les journalistes, revendiquent leurs droits sans crainte.*

Analyse :

Au Mali, la législation limite la liberté d'opinion et d'expression en ce qui concerne les propos incitant à la haine raciale, nationale ou religieuse et relevant de l'appel au meurtre qui sont punis par la loi. Dans la pratique, il y a eu, ces deux dernières années au Mali, de graves atteintes à la liberté d'expression. La loi portant régime

Mali

de la presse et délit de presse a été contournée par certains juges pour réprimer des journalistes sur la base du code pénal.

Formellement, il n'y a pas de restriction mais dans la pratique, beaucoup d'entraves existent. Les espaces d'expression se rétrécissent. Toutes les manifestations qui ne sont pas du goût des gouvernants sont systématiquement refusées ou réprimées, souvent du fait de fonctionnaires zélés. Les journalistes, les citoyens sont de plus en plus menacés pour ce qu'ils disent. Ce qui justifie leur crainte, non pas d'aller en prison, mais des représailles. C'est le cas de certains imprimeurs qui hésitent à mettre sous presse tel ou tel journal de peur de perdre des marchés de l'Etat. Au-delà de ces entraves, il y a aussi les pesanteurs socioculturelles qui ne permettent pas souvent la libre expression.

Notation individuelle 3, 2, 2, 2, 2, 3, 2, 2, 2, 3.

Moyenne : 2.3 (2006 = 2.7)

1.3 *Il n'y a aucune loi limitant la liberté d'expression telle que les lois sur les secrets officiels excessifs ou les lois qui empiètent sur les responsabilités des médias.*

Analyse :

La loi N°98-012 du 19 janvier 1998 régissant les relations entre l'administration et les usagers des services publics mise en application en 2003 limite les catégories d'information accessible.

Les documents administratifs de caractère non normatifs comme les dossiers, rapports, études, comptes rendus statistiques, directives, circulaires qui comportent une interprétation du droit positif sont librement accessibles. Pendant que les documents dont la consultation peut porter atteinte au secret des délibérations du Gouvernement, au secret de la défense nationale, etc. ne peuvent pas être communiqués. Il y a aussi la loi N°00-46/AN-RM du 7 juillet 2000 portant régime de la presse et délit de presse qui fixe les limites de cette liberté au Mali. Au-delà de ces lois, dans la pratique, l'accès

à l'information se fait « à la tête du client ».

Notation individuelle : 5, 4, 3, 4, 5, 5, 5, 5, 4, 4.

Moyenne : 4.4 (2006 = 4.7)

1.4 *Il n'y a pas de loi qui contrôle l'entrée dans la profession de journaliste et la pratique.*

Analyse :

Selon l'Article 4 de la loi N°00-46/AN-RM, « Le journaliste est celui qui, titulaire d'un diplôme de journalisme ou d'un diplôme d'études supérieures avec une année d'expérience professionnelle, a pour activité principale rétribuée la collecte, le traitement et la diffusion d'informations et de nouvelles, dans le cadre d'un organe médiatique public ou privé, écrit ou audiovisuel. ». Dans son esprit, cette loi ne tente pas de restreindre l'exercice du métier, mais de le rendre plus professionnel.

Le Décret N°892-191/P-RM instituant une commission de la carte de presse complète la loi pour ce qui est de l'attribution et du retrait de la carte de presse qui est un titre d'identification du journaliste au Mali.

Notation individuelle : 5, 5, 3, 5, 5, 5, 5, 5, 4, 5.

Moyenne : 4.7 (2006 = 4.4)

1.5 *La protection des sources confidentielles d'information est garantie par la loi.*

Analyse :

Aucune loi ne protège les sources. Mais dans la pratique, les journalistes ne sont pas obligés de dévoiler leurs sources ; certains juges l'ont parfois exigé sans succès.

Selon l'article 15 du code de déontologie du journaliste au Mali,

Mali

le journaliste garde le secret professionnel et ne divulgue pas la source des informations obtenues confidentiellement. Cependant la loi régissant la presse fait obligation au directeur de publication d'exiger que les auteurs qui remettent des articles non signés ou utilisent un pseudonyme lui fournissent par écrit avant insertion de leurs articles, leur véritable identité.

Notation individuelle : 4, 2, 2, 2, 5, 5, 2, 2, 3, 2.

Moyenne : 2.9 (2006 = 2.6)

1.6 *L'information publique est facilement accessible, garantie par la loi à tous les citoyens, y compris les journalistes.*

Analyse :

La loi N°98-012 du 19 janvier 1998 régissant les relations entre l'administration et les usagers des services publics limite les catégories d'information accessible. Les documents administratifs de caractère non normatifs comme les dossiers, rapports, études, comptes rendus statistiques, directives, etc. sont librement accessibles. Cependant la lourdeur administrative pour accéder à ces informations relève du parcours du combattant.

Notation individuelle : 4, 2, 2, 2, 2, 4, 3, 2, 2, 2.

Moyenne : 2.5 (2006 = 4.9)

1.7 *La société civile, en général, et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.*

Analyse :

Lorsque des journalistes maliens sont conduits chez le juge, les avocats en général se constituent volontairement pour défendre les intérêts des accusés. Cela est généralement la conséquence de la pression des médias sur les autres couches, car chaque fois qu'un journaliste est traîné devant les tribunaux, victime d'une agression

ou d'un acte quelconque, les autres confrères manifestent leur solidarité.

En cela, l'aide de la société civile éparse est jugée très timide. Un malentendu serait à la base : pour certaines organisations membres de cette société civile très embryonnaire, les médias veulent se mettre au-dessus des lois.

Notation individuelle 3, 2, 3, 2, 2, 4, 3, 3, 3, 4.

Moyenne : 2.9 (2006 = 4.8)

Moyenne générale du secteur 1 : 3.4 (2006 = 4.0)

Secteur 2 : Le paysage médiatique est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité

2.1 *Une large gamme de sources d'informations (écrite, audio visuel, Internet) est disponible et accessible aux citoyens.*

Analyse :

En plus de la radio nationale et ses 6 stations régionales, il existe au Mali deux cent dix (210) radios privées en modulation de fréquence sur toute l'étendu du territoire. La presse écrite en français compte 170 journaux indépendants dont une cinquantaine seulement, paraît plus ou moins régulièrement ; il y a aussi les médias d'Etat dont le quotidien national en français et les autres publications en langues nationales, en l'occurrence Kibaru, Xibaaré, Kabarú éditées par l'Agence malienne de presse et de publicité destinées au monde rural.

Environ 150 chaînes de télévision étrangères cryptées sont rediffusées au Mali. L'Etat n'exerce plus son monopole en matière de télévision, de fait, une chaîne de télévision privée avec des ambitions de couvrir l'Afrique toute entière s'est mise en place depuis 2004. Le taux national de couverture télévisuel est d'environ 75%. Trois (3) programmes étrangers de radio sont intégralement ou partiellement relayés par des organes nationaux. Une variété de sources d'information est disponible.

Notation individuelle : 5, 5, 5, 5, 5, 4, 4, 5, 5, 5.

Moyenne : 4.8 (2006 = 4.1)

2.2 *L'accès des citoyens aux sources des médias locaux et internationaux n'est pas limité par les autorités étatiques.*

Analyse :

La rediffusion des programmes étrangers sonores et télévisuels n'est pas réglementée au Mali. En plus des journaux étrangers et des radios internationales en modulation de fréquence (FM), trois

(3) sociétés assurent la rediffusion de bouquets de chaînes de télévision étrangères cryptées. Des programmes de radios étrangères sont intégralement ou partiellement relayés par certains organes nationaux, publics ou privés. L'Internet demeure un phénomène urbain et connaît un grand essor avec une accessibilité relative.

Notation individuelle : 5, 5, 5, 5, 5, 4, 4, 5, 5, 5.

Moyenne : 4.8 (2006 = 5.0)

2.3 *Des efforts sont entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite, particulièrement dans les zones rurales.*

Analyse :

Malgré une absence de volonté politique de mettre en place une messagerie, il y a des efforts pour la promotion des journaux qui demeurent encore un produit urbain. Des journaux locaux ou régionaux commencent à voir le jour. Il y a des lecteurs mais très peu d'acheteurs. Ces efforts sont timides, il y a une organisation interne à faire au niveau des structures concernées pour traiter une information de proximité.

Les zones rurales sont desservies par une presse en langues locales. Kibaru, Kibaré, Xaabaré, etc. ont de forts tirages et couvrent différentes zones linguistiques. Ces actions sont soutenues par le réseau de distribution de la coopérative culturelle Jamana qui édite le Magazine en langue Bamanan Jèkabaraa tiré à 30 000 exemplaires.

Notation individuelle : 2, 2, 4, 4, 2, 2, 3, 3, 2, 3.

Moyenne : 2.7 (2006 = 3.6)

2.4 *La législation sur la communication audiovisuelle a été adoptée. Elle est appliquée et prévoit un environnement favorable aux programmes publics, commerciaux et communautaires.*

Analyse :

Au Mali, la création des organes audiovisuels a précédé la législation en la matière. Différents textes législatifs et réglementaires existent formellement et favorisent une diversité dans les programmes. Une commission de relecture des textes est à pied d'œuvre actuellement.

Notation individuelle : 5, 4, 4, 3, 4, 3, 3, 4, 3, 3.

Moyenne : 3.6 (2006 = 4.9)

2.5 *Les médias audiovisuels communautaires bénéficient d'une promotion spéciale, étant donné leur potentiel à étendre l'accès aux populations pauvres et rurales.*

Analyse :

Selon la législation, la typologie des radios est bien claire, mais dans la réalité, beaucoup de radios se sont déclarées communautaires mais fonctionnent comme des radios commerciales et vice versa. Il en est de même pour le cahier des charges des radios qui est formellement très restrictif. Dans la pratique des conditions spéciales sont offertes aux radios. C'est le cas de la redevance annuelle qui est forfaitairement fixée à cent mille francs (100 000 F CFA équivalent à environ 150 euros). Les radios dans leur majorité ne paient pas cette redevance, mais elles continuent d'émettre et de bénéficier de l'aide à la presse, lorsqu'elles remplissent les conditions administratives

Notation individuelle : 3, 2, 3, 4, 4, 2, 2, 3, 5, 5.

Moyenne : 3.3 (2006 = 4.6)

2.6 *L'indépendance éditoriale de la presse écrite publique est suffisamment protégée contre l'ingérence politique excessive.*

Analyse :

Formellement la presse de service public ne souffre pas de l'ingérence politique excessive. Le quotidien national l'Essor qui est édité en langue française jouit relativement d'une grande liberté par rapport à la radiodiffusion nationale. La personnalité de leurs dirigeants respectifs y est pour quelque chose.

Notation individuelle : 4, 3, 3, 4, 4, 3, 3, 3, 4, 4.

Moyenne : 3.5 (2006 = 4.5)

2.7 *Les agences d'information locales et régionales indépendantes collectent et distribuent l'information à tous les médias.*

Analyse :

L'agence malienne de presse et de publicité (AMAP) est la seule agence locale. Elle couvre l'ensemble du territoire et tient globalement l'information à disposition des usagers. Des agences sous régionales existent mais ne sont pas très sollicitées car elles sont payantes et coûtent beaucoup plus chère.

Notation individuelle : 2, 2, 3, 2, 1, 2, 2, 3, 2, 3.

Moyenne : 2.2 (2006 = 4.7)

2.8 *La diversité des médias est promue à travers une régulation / législation appropriée de la concurrence.*

Analyse :

D'une manière générale la diversité est formellement promue. Car tout organe de presse qui remplit les conditions édictées par le Décret N°03- 264 /P-RM du 7 juillet 2003 déterminant les condi-

Mali

tions d'éligibilité, d'attribution et de gestion de l'aide publique à la presse reçoit un appui financier de l'Etat. En termes de régulation, le Conseil supérieur de la communication (CSC) chargé de jouer ce rôle n'est pas opérationnel. Il n'y a pas de régulation en tant que telle.

Notation individuelle : 5, 4, 4, 4, 3, 3, 3, 2, 4, 5.

Moyenne : 3.7 (2006 = 2.9)

2.9 *Le gouvernement met en place des mécanismes pour promouvoir un environnement politique et économique favorable à la diversité du paysage médiatique.*

Analyse :

Il y a, certes, un arsenal juridique et réglementaire pour créer un environnement favorable, mais certains pensent que rien n'est fait pratiquement pour que les hommes politiques puissent s'exprimer librement. L'aide directe à la presse dont le montant est de deux cent millions de francs CFA (200 000 000 F CFA soit 300 000 euros environ) n'a pas changé depuis 12 ans. Pourtant le nombre des organes de presse augmente de façon exponentielle, et l'Etat ne crée pas les conditions pour le développement des médias. L'aide à la presse est un financement direct au profit des organes de presse ; il n'y a pas d'aide indirecte.

Notation individuelle : 4, 3, 3, 2, 3, 2, 2, 2, 3, 3.

Moyenne : 2.7 (2006 = 4.5)

2.10 *Les organes de presse privés fonctionnent comme des entreprises efficaces et professionnelles.*

Analyse :

Les organes de presse comme entreprises manquent d'efficacité et de professionnalisme. Ils fonctionnent encore de manière artisanale et manquent de ressources humaines et financières. Ils ne

sont pas de vraies entreprises parce qu'à leur création, les critères d'entreprise de presse n'ont pas été respectés et rien n'a été fait pour s'y conformer. Avec les critères d'attribution de l'aide à la presse, il y a des efforts qui tendent vers la professionnalisation. Malheureusement la commission d'attribution ne se donne pas les moyens de vérifier la moralité des dossiers présentés par certains organes de presse. Quelques rares organes tentent de se conformer aux exigences d'une entreprise véritablement viable.

Notation individuelle : 3, 2, 3, 3, 3, 2, 2, 2, 2, 2.

Moyenne : 2.4 (2006 = 2.4)

2.11 *Les médias écrits d'Etat ne sont pas subventionnés avec l'argent des contribuables.*

Analyse :

Malgré son statut d'établissement public à caractère administratif (EPA), la presse publique reçoit encore une subvention de l'Etat. Il faut mentionner qu'au Mali les EPA évoluent dans un environnement juridique flou, ce qui donne à l'Etat, qui en est le principal bailleur, un droit de regard.

Notation individuelle : 1, 1, 2, 2, 2, 1, 1, 2, 2, 2.

Moyenne : 1.6 (2006 = 1.0)

2.12 *Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir à travers l'attribution des contrats publicitaires pour influencer sur le contenu des médias.*

Analyse :

Créée par la Loi N° 92-036/ AN- RM du 24 décembre 1992, l'Agence malienne de presse et de publicité, organe d'Etat a le monopole de la publicité.

D'autres agences de communication et de publicité ont vu le jour

Mali

avec la complaisance de l'AMAP. La pratique démontre, de façon générale, que l'attribution d'un marché dépend de la nature des relations interpersonnelles. Il arrive aussi que des représentants de l'administration négocient individuellement avec des organes de leur choix. Cela influence le contenu et beaucoup d'organes en ont fait les frais.

Notation individuelle : 1, 2, 2, 3, 3, 2, 2, 1, 2, 2.

Moyenne : 2.0 (2006 = 3.6)

2.13 *Le marché de la publicité est assez vaste pour faire vivre plusieurs organes de presse.*

Analyse :

Le marché est très diversifié avec des agences qui appartiennent à de hauts fonctionnaires de l'Etat. Le potentiel existe, mais ceux qui ont les moyens d'élargir le champ ne le font pas à cause des pesanteurs culturelles ou parce qu'ils ne sont pas en règle vis-à-vis de la fiscalité. D'autre part, on trouve rarement des agents commerciaux dont la tâche consiste à rechercher de la publicité pour leur organe de presse.

Notation individuelle : 3, 3, 2, 3, 3, 2, 2, 2, 3, 4.

Moyenne : 2.7 (2006 = 3.9)

Moyenne générale du secteur 2 : 3.1 (2006 = 3.8)

Secteur 3 : La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, les médias d'Etat se transforment en véritables médias audiovisuels de service public.

3.1 *La communication audiovisuelle est régulée par un organe indépendant suffisamment protégé contre toute ingérence, particulièrement d'ordre politique ou économique.*

Analyse :

Au Mali, il y a deux (2) organes de régulation :

- le Comité National de l'Egal Accès aux Médias d'Etat (CNEAME) créé par la Loi organique N°93-001 conformément à l'article 7 de la Constitution qui veille à l'équilibre et au pluralisme de l'information. Il n'est opérationnel qu'en période électorale et n'a pas un caractère institutionnel.
- le Conseil supérieur de la communication (Loi N°92-038) qui a un caractère purement consultatif. Il n'a aucun pouvoir et s'occupe plutôt du secteur privé que public.

Le mode de choix des membres ne garantit pas une indépendance de ces organes.

Notation individuelle : 2, 1, 3, 3, 2, 1, 1, 1, 2, 2.

Moyenne : 1.8 (2006 = 1.2)

3.2 *La procédure de nomination des membres de l'organe de régulation est ouverte et transparente et prend en compte la société civile.*

Analyse :

Le Comité National de l'Egal accès aux médias d'Etat comprend sept (7) membres désignés par le Président de la République, le Premier ministre ; le président de l'Assemblée nationale ; le président de la Cour suprême ; le président de la Cour constitutionnelle ; le

Mali

président du Haut conseil des collectivités territoriales, le président du Conseil économique, social et culturel. Il fonctionne sur le budget de l'Etat.

Des neuf (9) membres du Conseil Supérieur de la Communication, 3 sont désignés par le Président de la République ; 3 par le président de l'Assemblée nationale et 3 par le président du Conseil économique, social et culturel.

Dans les deux cas, les membres sont nommés par les présidents des institutions de la République, faisant fi de la société civile

Notation individuelle : 2, 2, 3, 3, 1, 1, 1, 1, 2, 2.

Moyenne : 1.8 (2006 = 1.0)

3.3 *L'organe régule la communication audiovisuelle dans l'intérêt du public et assure l'équité et la diversité de vues qui représentent largement la société dans son ensemble.*

Analyse :

Il n'y a pas d'organe de régulation strictement orienté vers l'audiovisuel.

Notation individuelle : 2, 2, 2, 2, 2, 2, 1, 1, 2, 2.

Moyenne : 1.8 (2006 = 1.4)

3.4 *Les décisions de l'organe sur l'attribution des licences, en particulier, sont guidées par une politique de communication audiovisuelle conçue de manière transparente et inclusive.*

Analyse :

L'ordonnance N°92-337/P-CTSP portant autorisation de création de services privés de communication audiovisuelle spécifie déjà

certaines aspects quant à l'attribution des fréquences. Il y a environ 210 radios installées et émettant à travers le pays. La commission d'attribution des fréquences est hétéroclite ; ce qui n'est pas de nature à faciliter la tâche. Beaucoup de demandeurs jugent l'attribution des fréquences non transparente et relevant du parcours du combattant.

Notation individuelle : 2, 1, 2, 2, 2, 2, 1, 1, 2, 2.

Moyenne : 1.7 (2006 = 4.2)

3.5 *Le diffuseur public est responsable devant le public à travers un conseil d'administration représentatif de la société dans son ensemble et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.*

Analyse :

Le conseil d'administration de l'organe audiovisuel public, l'Office de radiodiffusion et télévision du Mali est présidé par le ministre de tutelle. Les autres membres sont beaucoup plus des représentants des services publics. Et la société civile dans son ensemble n'y est pas représentée.

Notation individuelle : 2, 2, 2, 2, 3, 2, 2, 4, 3, 3.

Moyenne : 2.5 (2006 = 1.1)

3.6 *Les personnes qui ont des intérêts d'ordre politique ou économique ne peuvent pas être membres du conseil, c'est-à-dire les titulaires de poste au niveau de l'Etat et des partis politiques, ainsi que ceux qui ont un intérêt financier dans l'industrie audiovisuelle.*

Analyse :

Le ministre y est présent et défend certainement un intérêt politique. Et le directeur Général est nommé par décret sur avis du ministre de la communication.

Mali

Notation individuelle : 1, 3, 2, 2, 2, 2, 2, 2, 2.

Moyenne : 2.0 (2006 = 1.0)

3.7 *L'indépendance éditoriale du diffuseur public vis-à-vis de toute pression économique et de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée.*

Analyse :

Créé par la loi 92-021 du 5 octobre 1992, l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali a un statut d'établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion. Subventionné par l'Etat, il a un cahier de charge comme les autres organes audiovisuels. L'information institutionnelle prend beaucoup de temps d'antenne. Cela se justifie par les pressions dues au monopole de l'Etat, à la présidence du conseil d'administration par le ministre de tutelle, etc. De telles pressions ne favorisent pas l'indépendance.

Notation individuelle : 2, 3, 2, 2, 3, 2, 2, 2, 3, 3.

Moyenne : 2.4 (2006 = 2.1)

3.8 *Le diffuseur public est correctement financé afin de l'empêcher de subir une ingérence arbitraire par le biais de son budget.*

Analyse :

L'office de radiodiffusion et télévision du Mali qui a une mission de service public est subventionné à 70% de son budget par l'Etat selon la loi des finances. Toutes choses qui ne le protègent pas de l'ingérence arbitraire.

Notation individuelle : 2, 1, 2, 3, 3, 2, 2, 2, 2, 2.

Moyenne : 2.3 (2006 = 4.9)

3.9 *Le diffuseur public est techniquement accessible à travers tout le pays.*

Analyse :

Les émissions de l'office de radiodiffusion et télévision du Mali couvrent 60% du territoire et atteignent 80% de la population malienne.

Notation individuelle : 4, 5, 3, 4, 4, 4, 4, 4, 4, 5.

Moyenne : 4.1 (2006 = 4.7)

3.10 *Le diffuseur public offre une programmation variée pour représenter tous les intérêts.*

Analyse :

L'office de radiodiffusion et télévision du Mali s'efforce d'offrir une programmation variée avec des moyens du bord dérisoires qui ne lui permettent pas de satisfaire à la demande et aux exigences des auditeurs et téléspectateurs. Des débats sont initiés mais avec le manque de ressources humaines bien préparées, le chemin reste encore long. Malgré un coût de production exorbitant, la télévision nationale tend vers 60% de production propre. Ce qui traduit la volonté de remplir sa mission de service public.

Notation individuelle : 3, 5, 3, 4, 4, 3, 3, 3, 4, 3.

Moyenne : 3.5 (2006 = 3.8)

3.11 *Le diffuseur public fournit des informations équilibrées et justes reflétant les différents points de vue et opinions.*

Analyse :

Il est surtout reproché à l'Office de radiodiffusion et télévision du Mali de privilégier la diffusion de l'information dite institutionnelle au détriment des autres acteurs politiques qui l'accusent de favoritisme. Certaines organisations de la société civile sont du même

Mali

avis.

Notation individuelle : 1, 3, 2, 2, 1, 2, 2, 1, 2, 3.

Moyenne : 1.9 (2006 = 2.3)

3.12 *Le diffuseur public présente un contenu local aussi varié et créatif qu'économiquement réalisable.*

Analyse :

Selon son cahier de charge, l'office de radiodiffusion et télévision du Mali doit produire plus de contenu local. Aujourd'hui, il propose de plus en plus de contenu bien local. A la radio, il y a des efforts avec la mise en place de stations régionales et un contenu local bien varié. Chaque station a sa propre grille.

Notation individuelle : 3, 5, 2, 3, 4, 3, 3, 4, 4, 4.

Moyenne : 3.5 (2006 = 4.9)

Moyenne générale du secteur 3 : 2.4 (2006 = 2.7)

Secteur 4 : Les médias pratiquent un niveau élevé de normes professionnelles

4.1 *Les médias suivent volontairement des codes de déontologie professionnelle qui sont appliqués par des organes d'autorégulation.*

Analyse :

Il y a un code de déontologie du journaliste malheureusement méconnu et une instance d'autorégulation qui ne fonctionne pas bien. Beaucoup de cas illustrent les manquements des journalistes et des médias à l'éthique du métier ; notamment le manque de discernement entre la vie privée et la vie publique des hommes publics et des citoyens. Pour pallier ces insuffisances, les organes dirigés par des professionnels font des efforts d'autocritique à l'interne et tentent d'encadrer les jeunes journalistes.

Notation individuelle : 2, 2, 2, 2, 2, 3, 2, 2, 2, 1.

Moyenne : 2.0 (2006 = 1.7)

4.2 *La norme de reportage suit les principes de base d'exactitude et d'impartialité.*

Analyse :

Plusieurs exemples rapportés ont prouvé que les normes professionnelles ne sont pas généralement respectées. Les panélistes ont relevé le manque de conscience professionnelle, les problèmes techniques, et les pots-de-vin touchés par des journalistes indélicats.

Notation individuelle : 2, 2, 3, 2, 2, 2, 2, 2, 2, 2.

Moyenne : 2.1 (2006 = 2.7)

4.3 *Les médias couvrent tous les événements, les sujets et cultures, y compris les affaires / économie, la culture, les informations locales et d'investigation.*

Analyse :

Malgré les problèmes de spécialisation, il y a une volonté manifeste de couvrir tous les domaines pour apporter l'information. Les événements sont couverts selon les centres d'intérêt et la ligne éditoriale pour ce qui concerne les médias privés dont les rédactions sont mal organisées. Pendant que les médias publics ont obligation de tout couvrir.

Notation individuelle : 4, 3, 3, 4, 4, 5, 4, 4, 3, 4.

Moyenne : 3.8 (2006 = 4.9)

4.4 *L'intégration du genre est promue en termes de participation égale des deux sexes dans le processus de production.*

Analyse :

Il y a très peu de femmes dans les médias, même si légalement il n'y a aucune restriction ou limite. La cause est attribuée aux pesanteurs socioculturelles qui confinent la femme aux seconds rôles. Pour un changement de mentalité dans le cadre d'une approche genre plus effective, il y a des efforts à faire à ce niveau.

Notation individuelle : 5, 5, 3, 3, 4, 4, 4, 4, 4, 3.

Moyenne : 3.9 (2006 = 2.2)

4.5 *L'intégration du genre se reflète dans le contenu éditorial.*

Analyse :

L'information sur le genre est reflétée dans le contenu éditorial. Mais pour ce qui est de la participation des femmes journalistes, elles opèrent comme les hommes et s'orientent vers des domaines qui les

intéressent et qui n'ont pas forcément un lien avec le genre.

Notation individuelle : 5, 4, 2, 3, 2, 3, 4, 5, 3, 2.

Moyenne : 3.3 (2006 = 3.8)

4.6 *Les journalistes et les directeurs de publications n'exercent pas l'autocensure.*

Analyse :

Généralement, le journaliste malien pratique l'autocensure pour des raisons sociales, économiques, éthiques, de crainte, etc. Il arrive également qu'un directeur censure une information qu'il juge subjective par rapport à certaines considérations ou non conforme à sa ligne éditoriale.

Notation individuelle : 2, 3, 4, 2, 3, 2, 3, 2, 2, 2.

Moyenne : 2.5 (2006 = 3.6)

4.7 *Les propriétaires des médias privés n'empiètent pas sur l'indépendance éditoriale.*

Analyse :

Chaque organe a sa ligne éditoriale que l'on peut rapidement déterminer en lisant les journaux ou en écoutant les radios de la place. Et le journaliste qui travaille dans une rédaction est tenu de respecter cette ligne. Mais très peu ont une indépendance éditoriale. Cela se remarque surtout pendant les périodes électorales. Un propriétaire d'organe n'est pas forcément un journaliste selon la loi. Il peut alors avoir un intérêt qui n'est pas forcément journalistique.

Notation individuelle : 2, 2, 3, 2, 3, 2, 3, 2, 2, 2.

Moyenne : 2.3 (2006 = 3.1)

4.8 *Les niveaux de salaire et les conditions générales de travail des journalistes et des autres professionnels de la communication sont appropriés pour décourager la corruption.*

Analyse :

Les conditions sont réunies pour inciter les journalistes à la corruption : des pratiques socioculturelles qui prennent de l'envergure, un niveau de salaire très bas par rapport au coût de la vie, une disparité de salaire entre le secteur public où l'on débute à 80 000 F CFA (équivalent à 123 euros) et le privé où le salaire plafond est à 100 000 F CFA, (environ 150 euros) et où certains ont juste le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) équivalent à un peu moins de 30 000 F CFA (environ 45 euros) .

Notation individuelle : 1, 1, 2, 2, 2, 2, 2, 2, 2.

Moyenne : 1.8 (2006 = 2.1)

4.9 *Les structures de formation offrent des programmes de qualification aux journalistes ainsi que des opportunités d'améliorer leurs connaissances.*

Analyse :

Il n'y a pas une école de journalisme à proprement parler au Mali. Il existe des écoles qui offrent des programmes de formation en communication et management et à l'occasion, des cours de journalisme. Ces programmes ne répondent pas généralement aux standards pour l'équivalence et la reconnaissance des diplômes. Pour pallier cette carence, la Maison de la Presse propose des formations de perfectionnement aux journalistes et corps assimilés.

Notation individuelle : 1, 1, 3, 3, 2, 1, 2, 2, 2, 3.

Moyenne : 2.0 (2006 = 1.0)

4.10 *Les journalistes et les autres professionnels de la communication sont organisés en syndicats et/ou associations professionnelles.*

Analyse :

Il y a environ une soixantaine d'associations et de réseaux professionnels dont la plupart sont membre de la Maison de la presse. Le Syndicat National de l'Information, de la Presse et de l'Industrie du Livre (SNPIL) orienté spécifiquement vers les médias d'Etat et regroupant en son sein des journalistes, cinéastes, imprimeurs, etc. existe mais est très peu visible.

Notation individuelle : 5, 5, 4, 5, 4, 5, 5, 5, 4, 5.

Moyenne : 4.7 (2006 = 5.0)

Moyenne générale du secteur 4 2.8 (2006 = 3.0)

MOYENNE DE TOUS LES SECTEURS : 2.9 (2006 = 2.7)

Suivi pour la mise en place d'une stratégie pour les deux prochaines années

1. Y a-t-il eu des changements dans l'environnement des médias ces deux dernières années ?

- Oui, il y a eu des changements, notamment :
- Le durcissement des relations entre les médias et le gouvernement ;
- La mise en place des stations régionales par l'ORTM notamment la TV-FM ;
- La construction de la nouvelle la maison de la presse ;
- La mise en place de l'institut de formation ;
- L'immixtion des forces de sécurité dans les affaires de diffamation ;
- L'instauration du débat contradictoire à l'ORTM ;
- La baisse de la qualité et du contenu rédactionnel des médias : le manque de professionnalisme ;
- La léthargie des organes de régulation ;
- La préoccupation des journalistes sur leur statut et conditions de travail.

2. Si changements positifs : qui ou qu'est ce qui en est la cause principale ?

- Mise en place des stations régionales par l'ORTM et TV-FM.
- Causes principales : les réactions des auditeurs, les animateurs des programmes, le conseil d'administration.
- La construction de la nouvelle la Maison de la presse.
- Causes principales : engagement personnel du président de la république et requête des journalistes.
- La mise en place de l'institut de formation.
- Causes principales : le ministère de la communication au nom de l'Etat et la requête des journalistes.
- L'instauration du débat contradictoire à l'ORTM.
- Causes principales : exigences des téléspectateurs, des auditeurs ; la direction de l'ORTM ; la classe politique et la société civile.
- La préoccupation des journalistes sur leur statut et conditions de travail.
- Causes principales : les journalistes employés, les syndicats et

le patronat.

3. Quels sont les principaux obstacles pour plus de changements positifs ?

- La non diffusion des rapports d'études : il a été constaté que les résultats déjà disponibles du baromètre 2006 n'ont pas été divulgués au Mali contrairement à d'autres pays africains qui ont fait l'objet de cet exercice dont l'objectif est d'avancer vers les meilleurs pratiques ;
- Le cadre législatif et réglementaire ;
- La mauvaise application et interprétation des textes ;
- L'existence de deux organes de régulation des médias ;
- La faiblesse de l'organe d'autorégulation ;
- La faiblesse de l'aide de l'Etat à la presse et l'inexistence de l'aide indirecte à la presse ;
- Le manque d'indépendance de la magistrature.

4. Si changements négatifs : qui ou qu'est ce qui en est la cause principale

Le durcissement des relations entre la presse et les pouvoirs politiques, l'intimidation des journalistes à travers de nouvelles méthodes d'interpellation, la léthargie des instances de régulation, la baisse de la qualité rédactionnelle au sein des organes, la dissension internes dans la profession, le manque criard de professionnalisme, la banalisation du métier qui se traduit par une absence de convention collective statuant sur les conditions de travail pour les journalistes, la manipulation constante de la presse par les personnalités politiques sont, entre autres, des changements négatifs qui attestent un recul pour les médias au Mali.

- Le durcissement des relations entre les médias et le gouvernement.

Cause principale : le contexte politique, les pressions politiques le manque de professionnalisme, l'excès de zèle de certains fonctionnaires de l'Etat ;

- L'immixtion des forces de sécurité dans les affaires de diffamation.

Mali

Cause principale : méconnaissance des textes et les mauvaises pratiques.

- La baisse de la qualité du contenu rédactionnel des médias : le manque de professionnalisme.

Causes principales : manque de formation (manque de niveau), la corruption (une conséquence de la précarité), la mauvaise connaissance et le manque de vulgarisation des textes sur la presse.

- La léthargie des organes de régulation.

Causes principales : la procédure défaillante de nomination des membres, le manque de critères de nomination, les textes obsolètes, la méconnaissance des lois sur la presse par les praticiens du droit.

5. Quels sont ceux/celles qui pourraient être les moteurs/acteurs du changement à l'avenir ?

- Les associations professionnelles ;
- La société civile ; (les syndicats, etc.) ;
- Le ministère de la communication ;
- La volonté politique,
- Les organes de régulation et d'autorégulation ;
- La Maison de la presse ;
- La justice (les magistrats et les avocats, ...) ;
- Le parlement ;
- Les institutions financières (investissement pour le développement des médias).

6. Quel genre d'activités faut-il mener pendant les deux prochaines années?

Les stratégies et activités pour les deux prochaines années :

- Organisation des 3èmes journées de l'information et de la communication début 2009 (présentation du rapport du BMA de 2006 et introduction du rapport de 2008) ;
- Vulgarisation du rapport BMA au niveau des institutions (Présidence de la République, Gouvernement, Ministères, Assemblée nationale, Ambassades, ONG, Société civile, etc.) ;

- Implication des médias dans l'élaboration du rapport de l'Etat sur la liberté d'expression ; à défaut s'associer aux organisations des droits de l'homme pour l'élaboration d'un rapport alternatif ;
- Relecture et vulgarisation des textes règlementaires et législatifs sur la presse ;
- Vulgarisation du code d'éthique et de déontologie du journaliste au Mali ;
- Mise en place d'un seul organe de régulation ;
- Mise en place d'un cadre d'échange entre la famille judiciaire et la presse ;
- Séminaires d'échange entre les acteurs de la justice et les médias ;
- Mise en place de mécanismes pour le développement de partenariat entre les médias et d'autres structures d'appui institutionnel et financier ;

Conclusion

Le durcissement des relations entre les médias et les autorités étant la conséquence d'un contexte politique défavorable à la critique prouvé, à souhait qu'il y a un recul, ces deux dernières années au Mali en terme de liberté de la presse et d'opinion.

Des efforts sont entrepris pour une amélioration du contexte comme l'illustrent, entre autres, la construction de nouveaux locaux pour la Maison de la presse (structure faîtière des associations de presse) sur initiative personnelle du Président de la République, et le projet de création d'un institut de formation des journalistes monté par le ministère de la communication.

Des obstacles freinent encore la consolidation de ces changements positifs. Ils ont pour nom le manque de vulgarisation des rapports d'études, le cadre réglementaire et législatif inadapté, la volonté politique de jeter les journalistes en pâture, etc.

Plusieurs acteurs ont été identifiés pour mener les changements à bon port. La Fondation Friedrich Ebert a manifesté sa disponibilité à accompagner les médias dans leurs initiatives. La vulgarisation du rapport BMA a été confiée à la Maison de la Presse. A cet effet, une commission est mise en place pour élaborer, ensemble, avec la Maison de la Presse le plan d'activités détaillé dans les meilleurs délais. Les membres du panel Mme ALWATTA Ichata SAHI, Me Brahim KONE et Dr. Salabary DOUMBIA constituent cette commission dont le point focal est M. Tiégoum Boubèye MAÏGA.

La réunion du Panel a eu lieu au Segou, Mali, frome 10-12 Octobre 2008.

Liste des panélistes

- Prénoms & Nom Structure
- Mme ALWATA Ichata SAHI Militante des droits des femmes, Organisation Panafricaine des Femmes, Bamako.
- M. Abraham BENGALY Professeur de droit, Faculté des Sciences Juridiques et politiques, Bamako.
- M. Tiégoum Boubèye MAÏGA Journaliste, Directeur de publication de l'Hebdomadaire La Nouvelle République, Bamako.
- Mme DIABY Makoro CAMARA Journaliste, Directrice de publication de l'Hebdomadaire Kabako, membre du comité de pilotage de la Maison de la Presse, Bamako.
- M. Alexis KALAMBRY Journaliste, Directeur de publication du Quotidien Les Echos, Bamako.
- Mme Djénèba KARABEMTA Magistrat, membre de l'Observatoire des Droits des Enfants et des Femmes (ODEF), Bamako.
- M. Seydou Baba TRAORE Journaliste, Directeur de la radio nationale, Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali (ORTM), Bamako.
- M. Nouhoun KEITA Journaliste, membre de l'Association des Journalistes pour la Promotion du professionnalisme (AJPP), Bamako.
- Me Brahim KONE Avocat, président de l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH), Bamako.
- M. Ibrahima DIALLO Syndicaliste, Union Nationale des Travailleurs du Mali -UNTM - Bamako.
- Modérateur : M. Gabriel BAGLO, journaliste
- Rapporteur : M. Mahamadou Talata MAÏGA, journaliste



**AFRICAN
MEDIA
BAROMETER**

The first home-grown analysis
of the media landscape in Africa

MALI 2008

english edition

The African Media Barometer (AMB)

The Friedrich-Ebert-Stiftung's Southern African Media Project took the initiative together with the Media Institute for Southern Africa (MISA) to start the African Media Barometer in April 2005, a self assessment exercise done by Africans themselves according to home-grown criteria. The project is the first in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent.

The benchmarks are to a large extent taken from the African Commission for Human and Peoples' Rights (ACHPR)¹ "Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa", adopted in 2002. This declaration was largely inspired by the groundbreaking conferences in Windhoek/Namibia on the "Independence of the Media" (1992) and the "African Charter on Broadcasting" (2001).

By the end of 2007, 26 sub-Saharan countries have been covered by the AMB. In 2007 those countries which started the exercise in 2005 were revisited providing for the first time comparable data to measure developments in a country over a two-year period.

Methodology: A panel of experts is formed in each country, including representatives of media and civil society at large in equal numbers. They are serving as panel members in their personal capacities, not as representatives of their respective organisations. The panel should consist of not more than ten members. They will meet bi-annually for two days retreats to go in a self-assessment process through the indicators in a qualitative discussion and determine (quantitative) scores for each indicator. The meetings will be chaired by an FES consultant to ensure comparable results. The resulting reports are made public.

¹ The ACHPR is the authoritative organ of the African Union (AU) mandated to interpret the African Charter on Human and Peoples' Rights

Scoring system: Panel members are asked to allocate their individual scores to the respective indicators after the qualitative discussion in an anonymous vote according to the following scale:

- 1 Country does not meet indicator.
- 2 Country minimally meets aspects of the indicator.
- 3 Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge.
- 4 Country meets most aspects of indicator.
- 5 Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.

Scores for each sector are determined as follows: Members of the panel will, after a qualitative group discussion, attach their individual point-score (1 - 5) to each sub-indicator of a sector. The sum of all individual scores will be divided by the number of panel members. The result will then be considered the final score for the sub-indicator.

This qualitative report, including the scores, serves the purpose of measuring over time (based on bi-annual repetitions of the panel meetings) the progress or otherwise of developments in the media landscape.

Rolf Paasch
Head of Media Project for Southern Africa
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek / Namibia

Sector 1: Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted

1.1 *Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and protected by other pieces of legislation.*

Analysis

The constitution of the Republic of Mali formally guarantees freedom of expression, including freedom of the media. Article 4 of the constitution stipulates that: “all individuals have a right to the freedom of thought, conscience, religion, worship, opinion, expression and creation within the boundaries set by law.” In conformity with the Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa by the African Commission on Human and Peoples’ Rights”, article 7 of the Constitution stipulates that: “The freedom of the media is recognized and guaranteed. It is exercised within the conditions set by law. Equal access for all to State media is ensured by an independent body whose statutes are established by an organic law.” Act 00-46/AN-RM of 7 July 2000 on media and breach of media regulation directs the application of this freedom in Mali.

Individual scores: 5, 4, 3, 4, 5, 5, 5, 5, 4, 4.

Average score: 4.4 (2006=4.0)

1.2 *The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.*

Analysis

In Mali, freedom of opinion and expression is restricted by law as regards words inciting racial, national or religious hatred which are all punished by law. In practice, there have been serious threats to freedom of expression in Mali over the last two years. The media

and breach of media Act has been bypassed by certain judges to reprimand journalists through criminal law sanctions.

Formally, there are no restrictions but in practice there are many stumbling blocks. Areas for freedom of expression are narrowing. Demonstrations that do not go down well with government authorities are systematically refused or repressed, often by over-zealous civil servants. Journalists and citizens are increasingly threatened for what they say. Their fear, not of being imprisoned, but of retaliatory measures is hence justified. Such is the case for some printers who hesitate to print certain newspapers for fear that they lose government contracts. In addition to these barriers, there are also socio-cultural considerations that do not often allow for opinions to be expressed freely.

Individual scores: 3, 2, 2, 2, 2, 3, 2, 2, 2, 3.

Average score: 2.3 (2006=2.7)

1.3 *There are no laws restricting freedom of expression such as excessive official secret or libel acts, or laws that unreasonably interfere with the responsibilities of media.*

Act 98-012 of 19 January 1998 governing relations between the administration and public service users enforced in 2003 limits the categories of accessible information.

Non-normative administrative records such as files, reports, studies, statistical data, directives, circulars that include an interpretation of positive law are freely accessible. Whereas documents that may prejudice the confidentiality of government deliberations, national security matters, etc cannot be disclosed, there is also Act 00-46/AN-RM of 7 July 2000 on media and breach of media regulations that determines the limit of this freedom in Mali. Beyond these laws, information is actually accessed based on who is sitting across the table.

Mali

Individual scores: 5, 4, 3, 4, 5, 5, 5, 5, 4, 4.

Average score: 4.4 (2006=4.7)

1.4 *Entry into and practice of the journalistic profession is legally unrestricted.*

Analysis

Based on article 4 of Act 00-46/AN-RM, “A journalist is an individual who holds a degree in journalism or a higher education diploma with one year professional experience, and whose main remunerative activity is to gather, analyse and disseminate information and news, within the framework of a public or private media body, print or audiovisual”. The intent of this law is not to restrict the exercise of the trade, but to further professionalise the trade.

Decree 892-191/P-RM setting up a commission on press cards complements the law as regards the issuance and withdrawal of the card which is a means of identifying journalists in Mali.

Individual scores: 5, 5, 3, 5, 5, 5, 5, 5, 4, 5.

Average score: 4.7 (2006=4.4)

1.5 *Protection of confidential sources of information is guaranteed by law.*

Analysis

There is no law to protect sources. However, in practice, journalists are not compelled to reveal their sources; certain judges have often demanded these without success.

According to article 15 of the code of ethics of journalists in Mali, the journalist exercises professional secrecy and does not reveal the source of information obtained in confidentiality. However the media Act requires that the editor obtain, in writing, the true identity of authors who submit articles that are not signed or who use

pseudonyms prior to the publication of their articles.

Individual scores: 4, 2, 2, 2, 5, 5, 2, 2, 3, 2.

Average score: 2.9 (2006=2.6)

1.6 *Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens, including journalists.*

Analysis

Act 98-012 of 19 January 1998 on relations between the administration and public service users limits the categories of accessible information. Non-normative administrative records such as files, reports, studies, statistical data, directives, circulars that include an interpretation of positive law are freely accessible. However, the red tape involved in accessing these records tends to be an uphill struggle.

Individual scores: 4, 2, 2, 2, 2, 4, 3, 2, 2, 2.

Average score: 2.5 (2006=4.9)

1.7 *Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.*

Analysis

When Malian journalists appear before a court, lawyers generally volunteer to defend the interests of the accused. This is generally due to media pressure on other groups; each time a journalist is brought before a court of law, victim of violence or of any other act, colleagues demonstrate their solidarity. Support from civil society is very limited as members of certain organisations feel that the media believes itself to be above all laws.

Mali

Individual scores: 3, 2, 3, 2, 2, 4, 3, 3, 3, 4.

Average score: 2.9 (2006=4.8)

Overall score for sector 1: 3.4 (2006=4.0)

Sector 2: The media landscape is characterised by diversity, independence and sustainability.

2.1 *A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet) is available and affordable to citizens.*

Analysis

In addition to the national radio and its 6 regional stations, there are two hundred and ten (210) private FM radio stations throughout the country. The print media in French comprises 170 independent newspapers with about fifty appearing more or less regularly; there is also the state media including the daily national newspaper in French and other newspapers in local languages, such as Kibaru, Xibaaré, Kabarú edited by the Malian Press and Advertisement Agency targeting rural populations.

About 150 foreign encoded television stations broadcast in Mali. The government no longer has a monopoly in the broadcasting industry. Consequently, a private broadcasting network with an ambition to transmit all over Africa was set up in 2004. The national television coverage rate is approximately 75%. Three (3) foreign radio programmes are fully or partially relayed by local stations. A variety of information sources is available.

Individual scores: 5, 5, 5, 5, 5, 4, 4, 5, 5, 5.

Average score: 4.8 (2006=4.1)

2.2 *Citizens' access to domestic and international media sources is not restricted by state authorities.*

Analysis

There is no regulation on the rebroadcasting of foreign radio and television programmes in Mali. In addition to foreign newspapers and international FM radio stations, there are three (3) companies that ensure the broadcasting of foreign television station networks.

Mali

Foreign radio programmes are totally or partially relayed by certain national, public or private bodies. The internet, though still an urban phenomenon, is rapidly developing and is relatively accessible.

Individual scores: 5, 5, 5, 5, 5, 4, 4, 5, 5, 5.

Average score: 4.8 (2006=5.0)

2.3 *Efforts are undertaken to increase the scope of circulation of the print media, particularly to rural communities.*

Analysis

Despite the lack of political will to set up a delivery service, efforts are however being deployed to promote newspapers which are still an urban product. Local and regional newspapers are emerging. There are readers but very few buyers. These efforts are modest; concerned structures must be reorganised from within to be capable of reporting local information.

Rural areas receive the news in local languages. Kibaru, Kibaré, Xaabaré, etc are widely printed and cover various linguistic zones. These actions are supported by the Jamana cultural cooperative distribution network which edits the magazine in the Bamanan Jèkabaraa language printed at 30,000 copies.

Individual scores: 2, 2, 4, 4, 2, 2, 3, 3, 2, 3.

Average score: 2.7 (2006=3.6)

2.4 *Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.*

Analysis

In Mali, the creation of broadcasting stations preceded legislation in this regard. There are various legislative and regulatory texts that

exist officially and encourage a diversity of programmes. A commission is currently actively working on reviewing these instruments.

Individual scores: 5, 4, 4, 3, 4, 3, 3, 4, 3, 3.

Average score: 3.6 (2006=3.6)

2.5 *Community broadcasting enjoys special promotion given its potential to broaden access to poor and rural communities.*

Analysis

The classification of radios according to the law is quite clear, but in reality, many radio stations declare themselves community radios and yet operate as commercial radios and vice versa. The same applies to the scope of work of radio stations which is very restrictive. In practice, radio stations are granted special conditions, such as the annual fee of One hundred thousand (100,000) CFA francs, approximately 150 Euros. Most radios do not pay this fee and yet continue to broadcast and benefit from media support when administrative requirements are fulfilled.

Individual scores: 3, 2, 3, 4, 4, 2, 2, 3, 5, 5.

Average score: 3.3 (2006=4.6)

2.6 *The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference.*

Analysis

Manifestly, there is no excessive political interference in public authority media. The national daily l'Essor, edited in French enjoys relatively considerable independence compared to the national radio station. The personality of their respective managers is of importance in this regard.

Mali

Individual scores: 4, 3, 3, 4, 4, 3, 3, 3, 4, 4.

Average score: 3.5 (2006=4.5)

2.7 *Local and regional independent news agencies gather and distribute information for all media.*

Analysis

The AMAP (Malian Press and Advertisement Agency) is the only local agency. It covers the whole country and generally provides information to its users. Sub-regional agencies exist but are not widely used as they charge fees and are much more expensive.

Individual scores: 2, 2, 3, 2, 1, 2, 2, 3, 2, 3.

Average score: 2.2 (2006=4.7)

2.8 *Media diversity is promoted through adequate competition regulation.*

Analysis

Diversity is formally promoted in general. For all press organs that satisfy the conditions set by Decree 03-264/P-RM of 7 July 2003 determining the terms for eligibility, awarding and management of public aid receive financial support from the government. In terms of regulation, the CSC (Higher Communications Council), in charge of playing this role is not functional. There is no regulation as such.

Individual scores: 5, 4, 4, 4, 3, 3, 3, 2, 4, 5.

Average score: 3.7 (2006=2.9)

2.9 *Government promotes a political and economic environment which allows a diverse media landscape.*

Analysis

There is indeed the legal and regulatory arsenal to create a favour-

able environment, but some believe that nothing is being done in practice for politicians to freely express themselves. Direct support to the media, set at Two hundred million (200,000,000) CFA francs, approximately 300,000 Euros, has remained unchanged over the past 12 years. Although the number of media outlets is increasing exponentially and the government is not creating the conditions for their development. Media support is a direct funding to media outlets; there is no indirect support.

Individual scores: 4, 3, 3, 2, 3, 2, 2, 2, 3, 3.

Average score: 2.7 (2006=4.5)

2.10 *Private media outlets operate as efficient and professional businesses.*

Analysis

Media outlets lack efficiency and professionalism as business entities. They operate in a make-shift manner and lack the necessary human and financial resources. They are not real businesses because at their creation, the criteria for setting up a media company were not adhered to and nothing was done thereafter to conform to these. With the media support award criteria, efforts are being made towards professionalising the industry. Unfortunately the award commission does not provide itself with the means to verify the morality of requests presented by certain media companies. Very few companies try to conform to the requirements of a truly sustainable business.

Individual scores: 3, 2, 3, 3, 3, 2, 2, 2, 2, 2.

Average score: 2.4 (2006=2.4)

2.11 *State print media are not subsidised with tax payers' money.*

Analysis

Despite its status as a public administrative institution (EPA), the state media still receives government subsidy. It must be said that EPAs in Mali evolve in an obscure legal environment, which grants the government, as the main donor, the right of inspection.

Individual scores: 1, 1, 2, 2, 2, 1, 1, 2, 2, 2.

Average score: 1.6 (2006=1.0)

2.12 *Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with media content.*

Analysis

Created through Act 92-036/AN-RM of 24 December 1992, the Malian Press and Advertisement Agency, a government agency, has the monopoly in the advertising market.

Other communications and advertising agencies have emerged as a result of the accommodating attitude of AMAP. Practice shows that the award of a contract depends on the nature of interpersonal relationships. Representatives of the government authority do sometimes negotiate directly with the agency of their choice. This has an influence on the content and many agencies have had to pay the price.

Individual scores: 1, 2, 2, 3, 3, 2, 2, 1, 2, 2.

Average score: 2.0 (2006=3.6)

2.13 *The advertising market is large enough to maintain a diversity of media outlets.*

Analysis

The market is much diversified with agencies that belong to high-ranking government officials. The potential exists but those who have the means to expand the market do not do so for cultural resistance or because they do not conform to fiscal requirements. On the other hand, there are hardly any salespersons entrusted with the task of seeking advertisements for their media outlets.

Individual scores: 3, 3, 2, 3, 3, 2, 2, 2, 3, 4.

Average score: 2.7 (2006=3.9)

Overall score for sector 2: 3.1 (2006=3.8)

Sector 3: Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

3.1 *Broadcasting is regulated by an independent body adequately protected against interference, particularly of a political and economic nature.*

Analysis

In Mali, there are two (2) regulatory bodies:

- The CNEAME (National Committee for Equal Access to State Media) created by organic law 93-001 in conformity with article 7 of the Constitution, which ensures the balance and plurality of information. It is only functional during election periods and does not have an institutional status.
- The Higher Communications Council (Act 92-038) which is a purely consultative body. It has no powers and oversees the private sector rather than the public sector.

The method used to select its members does not guarantee the independence of these bodies.

Individual scores: 2, 1, 3, 3, 2, 1, 1, 1, 2, 2.

Average score: 1.8 (2006=1.2)

3.2 *The appointments procedure for members of the regulatory body is open and transparent and involves civil society.*

Analysis

The National Committee for Equal Access to State Media comprises seven (7) members appointed by the President of the Republic, the Prime Minister, the Speaker of the National Assembly, the Chief Justice of the Supreme Court, the Chief Justice of the Constitutional Court, the Chairperson of the Higher Council of Local Governments, and the Chairperson of the Economic, Social and Cultural Council.

Its operating expenses are provided for in the national budget.

Of the nine (9) members comprising the Higher Communications Council, 3 are appointed by the President of the Republic, 3 by the Speaker of the National Assembly and 3 by the Chairperson of the Economic, Social and Cultural Council.

In both cases, members are appointed by heads of government institutions in disregard of civil society.

Individual scores: 2, 2, 3, 3, 1, 1, 1, 1, 2, 2.

Average score: 1.8 (2006=1.0)

3.3 *The body regulates broadcasting in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.*

Analysis

There is no body to regulating only the broadcasting sector.

Individual scores: 2, 2, 2, 2, 2, 2, 1, 1, 2, 2.

Average score: 1.8 (2006=1.4)

3.4 *The body's decisions on licensing in particular are informed by a broadcasting policy developed in a transparent and inclusive manner.*

Analysis

Order 92-337/P-CTSP on authorising the setting up of private broadcasting services already details certain aspects as to the allocation of frequencies. There are about 210 radios established and broadcasting throughout the country. The commission allocating frequencies is ill-assorted and this makes the task all the more difficult. Many requestors believe that the frequency allocation process is not transparent and is an uphill struggle.

Mali

Individual scores: 2, 1, 2, 2, 2, 2, 1, 1, 2, 2.

Average score: 1.7 (2006=4.2)

3.5 *The public broadcaster is accountable to the public through a board representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.*

Analysis

The board of governors of the public broadcaster, Office de radiodiffusion et télévision du Mali (ORTM), is chaired by the line Ministry. Representatives of public institutions make up the rest of the members for the most part. Civil society as a whole is not represented.

Individual scores: 2, 2, 2, 2, 3, 2, 2, 4, 3, 3.

Average score: 2.5 (2006=1.1)

3.6 *Persons who have vested interests of a political or commercial nature are excluded from possible membership in the board, i.e. office bearers with the state and political parties as well as those with a financial interest in the broadcasting industry.*

Analysis

The Minister is a member and certainly has a political interest. And the Director General is appointed by decree based on the advice of the Minister of Communications.

Individual scores: 1, 3, 2, 2, 2, 2, 2, 2, 2, 2.

Average score: 2.0 (2006=1.0)

3.7 *The editorial independence of the public broadcaster from commercial pressure and political influence is guaranteed by law and practiced.*

Analysis

Established by Act 92-021 of 5 October 1992, l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali (ORTM) is a public administrative body with corporate status and is independently managed. Subsidized by the government, its scope of work is similar to that of other broadcasting agencies. Institutional information is given a lot of air time. The reason being the pressure due to a state monopoly, the board of governors being chaired by the line ministry, etc... Such pressure does not augur well for independent management.

Individual scores: 2, 3, 2, 2, 3, 2, 2, 2, 3, 3.

Average score: 2.4 (2006=2.1)

3.8 *The public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from arbitrary interference with its budget.*

Analysis

70% of ORTM's budget, which has a public service mission, is subsidized by the government in compliance with the Finance Act. This does not protect it from arbitrary interference.

Individual scores: 2, 1, 2, 3, 3, 2, 2, 2, 2, 2.

Average score: 2.1 (2006=4.9)

3.9 *The public broadcaster is technically accessible in the entire country.*

Analysis

ORTM programmes are accessible in 60% of the country and reach 80% of the Malian population.

Mali

Individual scores: 4, 5, 3, 4, 4, 4, 4, 4, 4, 5.

Average score: 4.1 (2006=4.7)

3.10 *The public broadcaster offers diverse programming for all interests.*

Analysis

ORTM strives to offer diverse programming though the derisory means it has at its disposal which do not enable it to satisfy the demands and requirements of listeners and viewers. Discussions have been initiated but due to a lack of adequate human resources, the road ahead is long. Despite an enormous production cost, the national television produces about 60% of its programmes. This is an indication of its willingness to fulfil its public service mission.

Individual scores: 3, 5, 3, 4, 4, 3, 3, 3, 4, 3.

Average score: 3.5 (2006=3.8)

3.11 *The public broadcaster offers balanced and fair information reflecting the full spectrum of diverse views and opinions.*

Analysis

ORTM is especially accused of favouring the broadcast of information dubbed institutional to the detriment of other political stakeholders who accuse it of favouritism. Certain civil society organisations are of the same opinion.

Individual scores: 1, 3, 2, 2, 1, 2, 2, 1, 2, 3.

Average score: 1.9 (2006=2.3)

3.12 *The public broadcaster offers as much diverse and creative local content as economically achievable.*

Analysis

Based on its scope of work, ORTM should produce more local content. Currently, it is increasingly proposing local content indeed. Efforts are being made at the radio level with the establishment of regional stations and a quite varied local content. Each station has its own grid.

Individual scores: 3, 5, 2, 3, 4, 3, 3, 4, 4, 4.

Average score: 3.5 (2006=4.9)

Overall score for sector 3: 2.4 (2006=2.7)

Sector 4: The media practice high levels of professional standards.

4.1 *The media follow voluntary codes of professional standards which are enforced by self-regulatory bodies.*

Analysis

There is a code of professional standards for journalists that is unfortunately not well known and a self-regulatory body that does not function satisfactorily. There are a lot of cases that illustrate the misconduct of journalists and the media as regards the ethics of the trade; particularly the lack of proper judgment between the private and public lives of politicians and citizens. To offset these shortcomings, media agencies managed by professionals are making efforts to critically examine issues at the internal level and are trying to mentor young journalists.

Individual scores: 2, 2, 2, 2, 2, 3, 2, 2, 2, 1.

Average score: 2.0 (2006=1.7)

4.2 *The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.*

Analysis

Several examples given prove that professional standards are not generally adhered to. Panellists disclosed the lack of professional dedication, technical problems encountered and kickbacks received by dishonest journalists.

Individual scores: 2, 2, 3, 2, 2, 2, 2, 2, 2, 2.

Average score: 2.1 (2006=2.7)

4.3 *The media cover the full spectrum of events, issues and cultures, including business / economics, cultural, local and investigative stories.*

Analysis

Despite problems relating to specialisation, there is a true resolve to provide information in all areas. Events are covered based on the main areas of interests and the editorial line for private media whose news desks are often poorly organised whereas state media are compelled to cover all areas.

Individual scores: 4, 3, 3, 4, 4, 5, 4, 4, 3, 4.

Average score: 3.8 (2006=4.9)

4.4 *Gender mainstreaming is promoted in terms of equal participation of both sexes in the production process.*

Analysis

There are very few women active in the media industry, even though there are no legal restrictions or limitations. The reason is put down to social and cultural considerations that confine the women to secondary roles. There is much effort to be made at this level to change mentalities for a more effective gender mainstreaming approach.

Individual scores: 5, 5, 3, 3, 4, 4, 4, 4, 4, 3.

Average score: 3.9 (2006=2.2)

4.5 *Gender mainstreaming is reflected in the editorial content.*

Analysis

Gender-related information is reflected in the editorial content. However, regarding the participation of female journalists, they operate in the same fashion as their male colleagues and work in sectors of their interest that are not necessarily gender-related.

Mali

Individual scores: 5, 4, 2, 3, 2, 3, 4, 5, 3, 2.

Average score: 3.3 (2006=3.8)

4.6 *Journalists and editors do not practice self-censorship.*

Analysis

The Malian journalist generally practices self-censorship for social, economic, ethical and other reasons as well as out of fear. It happens also that an editor censors a given piece of information that he considers to be subjective or which does not conform to his editorial line.

Individual scores: 2, 3, 4, 2, 3, 2, 3, 2, 2, 2.

Average score: 2.5 (2006=3.6)

4.7 *Owners of private media do not interfere with editorial independence.*

Analysis

Each media outlet has its editorial line that can be easily grasped by reading the newspaper or listening to the radio. And journalists who work in these newsrooms are compelled to adhere to these lines. However, very few have editorial independence. This is often observed during election periods. A media owner is not necessarily a journalist according to the law. He can therefore have an interest that is not necessarily journalistic.

Individual scores: 2, 2, 3, 2, 3, 2, 3, 2, 2, 2.

Average score: 2.3 (2006=3.1)

4.8 *Salary levels and general working conditions for journalists and other media practitioners are adequate to discourage corruption.*

Analysis

All conditions are met to push journalists in the hands of corruption: socio-cultural practices that are becoming increasingly widespread, a low salary level compared to the cost of living, a disparity in salaries between the public sector where one starts off with 80,000 CFA francs (about 123 Euros) and the private sector where the maximum salary is 100,000 CFA francs (about 150 Euros) and where some barely earn the minimum guaranteed wage equivalent to a little less than 30,000 CFA francs (about 45 Euros).

Individual scores: 1, 1, 2, 2, 2, 2, 2, 2, 2, 2.

Average score: 1.8 (2006=2.1)

4.9 *Training facilities offer formal qualification programmes for journalists as well as opportunities to upgrade their skills.*

Analysis

There is no school of journalism per se in Mali. There are schools that offer training programmes in communication and management and sometimes classes on journalism. Generally, these programmes are not equivalent to the level of recognition of a diploma. To make up for this deficiency, the Maison de la Presse proposes follow-up training for journalists and other media-related trades.

Individual scores: 1, 1, 3, 3, 2, 1, 2, 2, 2, 3.

Average score: 2.0 (2006=1.0)

4.10 *Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations.*

Analysis

There are about sixty professional associations and networks that are for the most part members of the Maison de la Presse. The SNPIL Union (Syndicat National de l'Information, de la Presse et de l'Industrie) composed of journalists, filmmakers, printers, etc focusing specifically on state media is hardly visible.

Individual scores: 5, 5, 4, 5, 4, 5, 5, 5, 4, 5.

Average score: 4.7 (2006=5.0)

Overall score for sector 4: 2.8 (2006=3.0)

OVERALL COUNTRY SCORE: 2.9 (2006=2.7)

Monitoring the establishment of a strategy for the next two years

1. Have there been changes in the media environment over the last two years?

Yes there have been changes, in particular:

- The toughening of relations between the media and the government;
- The setting up of regional stations by ORTM particularly TV-FM;
- The construction of the new building to accommodate the Maison de la Presse;
- The establishment of a training institute;
- The interference of security forces in libel cases;
- The introduction of open forums at ORTM;
- Lower standards and weaker editorial contents in the media: lack of professionalism;
- Sluggishness of regulatory organs;
- The concern of journalists over their status and working conditions.

2. If positive changes: who or what has been the main cause?

The setting up of regional stations by ORTM and TV-FM;

- Main causes: feedback from listeners, programme hosts, the board of governors.
- The construction of the new Maison de la Presse building.

Main causes: personal commitment of the President of the Republic and request of journalists.

- The establishment of the training institute.

Main causes: the Ministry of Communications on behalf of the government and the request of journalists.

- The introduction of open forums at ORTM.

Main causes: demand of viewers and listeners, the ORTM management, politicians and the civil society.

- The concern of journalists over their status and working conditions.

Mali

Main causes: employed journalists, unions and employers.

3. What are the main obstacles for further positive change?

- The non-dissemination of study reports: it was observed that the 2006 barometer results which are available were not disclosed in Mali in contrast with other African countries where such an exercise was conducted to promote best practices;
- The legislative and regulatory framework;
- The poor enforcement and interpretation of instruments;
- The existence of two media regulatory bodies;
- The weakness of the self-regulatory body;
- The inadequate government support to the media and the non-existence of indirect support to the media;
- The lack of independence of the judiciary.

4. If negative changes: who or what has been the main cause?

The toughening of relations between the media and the public authorities, the intimidation of journalists through new methods used for taking people in for questioning, the sluggishness of regulatory organs; lower editing standards within media houses, dissensions within the profession, the acute lack of professionalism; trivialising the trade which is illustrated by the absence of a collective bargaining agreement on the working conditions of journalists, the constant manipulation of the media by politicians are, among others, negative changes which indicate that the media in Mali has taken a step backwards.

- The toughening of relations between the media and the government.

Main causes: the political context, political pressure, the lack of professionalism, over-zealous civil servants;

- The interference of security forces in libel cases.

Main causes: Lack of comprehension of instruments and bad practices.

- Lower standards and weaker editorial contents in the media: lack of professionalism.

Main causes: lack of training (sub-standard levels), corruption (a

consequence of insecurity), poor knowledge and non dissemination of media-related instruments.

- Sluggishness of regulatory organs.

Main causes: the ineffective appointment process of members, the lack of selection criteria, outdated instruments, poor knowledge of media laws by legal practitioners.

5. Who could be the drivers/actors for change in the future?

- Professional associations;
- Civil society; (unions, etc...);
- The Ministry of Communications;
- Political will;
- Regulatory and self-regulatory bodies;
- The Maison de la Presse;
- The judiciary (magistrates, lawyers, ...);
- The National Assembly;
- Financial institutions (investments for the development of the media industry).

6. What kinds of activities are needed over the next two years?

Strategies and activities for the next two years:

- Organisation of the 3rd Information and Communications Day in early 2009 (presentation of the AMB 2006 report and introduction of the 2008 report);
- Dissemination of the AMB report within institutions (Office of the President, Government, Ministries, National Assembly, Embassies, NGOs, Civil Society, etc...);
- Media involvement in the elaboration of the national report on freedom of expression; failing that, team up with human rights organisations for the elaboration of an alternative report;
- Review and dissemination of regulatory and legislative media instruments;
- Dissemination of the code of ethics and professional standards for the journalist in Mali;
- Establishment of a single regulatory body;
- Establishment of an exchange framework between the judiciary

Mali

and the media;

- Discussion forums between the judiciary and the media;
- Establishment of mechanisms to develop partnerships between the media and other institutional and financial support structures.
-

Conclusion

The toughening of relations between the media and the authorities, a consequence of a political environment that is not open to criticism, largely proves that freedom of the media and of expression in Mali has been on the decline over the last two years.

Efforts have been undertaken to improve the environment, as illustrated, among others, by the construction of a new building to accommodate the Maison de la Presse (the apex organisation of media associations) on the personal initiative of the President of the Republic, and the project to establish a training institute for journalists by the Ministry of Communications.

Obstacles still hold back the consolidation of these positive changes. Among these are the non dissemination of study reports, the ill-adapted regulatory and legislative framework, the political determination to throw journalists to the wolves, etc...

Several stakeholders have been identified to properly implement these changes. The Friedrich Ebert Foundation has indicated its willingness to accompany initiatives of the media. The dissemination of the AMB report was entrusted to the Maison de la Presse. In this regard, a commission is put in place to prepare, in collaboration with the Maison de la Presse, a detailed activity plan as soon as possible. Panellists Mrs. ALWATTA Ichata SAHI, Me Brahim KONE and Dr. Salabary DOUMBIA are part of this commission as well as the focal point Mr. Tiégoum Boubèye MAÏGA.

The Panel meeting took place at Segou, Mali, 10 to 12 October 2008

The panel

Mme ALWATA Ichata SAHI

Women's Rights activist, Pan African Women's Organisation, Bamako

Mr. Abraham BENGALY

Law Professor, Faculty of Law and Political Science, Bamako

Mr. Tiégoum Boubèye MAÏGA

Journalist, Director of Publications of the weekly publication La Nouvelle République, Bamako

Mme DIABY Makoro CAMARA

Journalist, Director of Publications of the weekly publication Kabako, Member of the Maison de la Presse steering committee, Bamako

Mr. Alexis KALAMBRY

Journalist, Director of Publications of the daily Les Echos, Bamako

Mme Djénèba KARABEMTA

Magistrate, member of the Observatory for Children and Women's rights, Bamako

Mr. Seydou Baba TRAORE

Journalist, Director of the national radio, Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali (ORTM), Bamako

Mr. Nouhoun KEITA

Journalist, member of the association of journalists for the promotion of professionalism (AJPP), Bamako

Mali

Me Brahim KONE

Lawyer, Chairman of the Malian Human Rights Association (AMDH),
Bamako

Mr. Ibrahima DIALLO

Union member, National Workers' Union of Mali (UNTM), Bamako

The Facilitator:

Mr. Gabriel BAGLO, journalist

The Rapporteur:

Mr. Mahamadou Talata MAÏGA, journalist